

*Initiatives ministérielles*

modifier ces propositions une fois qu'elles ont été élaborées. Les Canadiens nous ont encore une fois envoyé un message clair: ils n'accepteront pas une autre décision arbitraire du gouvernement.

Dans ma propre circonscription, lorsqu'on a publié une carte dans un cahier spécial du journal local, j'ai entendu beaucoup d'électeurs faire les mêmes remarques. Tout d'abord, ils ont été très surpris d'apprendre qu'on envisageait de réviser les limites. Pour la plupart d'entre eux, c'était la première fois, en voyant cette carte dans le journal, qu'ils entendaient parler de cette initiative. Ils ont aussi exprimé de l'incrédulité. Comme nous avons tous tellement insisté, durant la campagne électorale, sur la nécessité de consulter la population et comme le gouvernement a respecté cet engagement après les élections, les Canadiens avaient de la difficulté à croire que nous étions prêts à retourner à l'ancien style de gouvernement, c'est-à-dire le style descendant.

En tant que députés, nous avons tous travaillé fort pour gagner la confiance de nos électeurs, et je sais que beaucoup d'entre nous ne veulent pas risquer de perdre cette confiance alors que ce danger peut être si facilement évité.

J'ai aussi entendu mes électeurs exprimer de la colère. Les gens étaient en colère non seulement parce que le gouvernement n'avait pas pris la peine de les consulter, mais aussi à cause de la somme incroyable investie dans cette initiative. Les contribuables se demandaient quelle était l'utilité de dépenser de cette façon leur argent durement gagné, où était la nécessité d'une telle dépense. Ils se demandaient pourquoi personne ne s'était donné la peine de leur parler de cela plus tôt et pourquoi personne ne leur avait demandé leur opinion.

• (1555)

En tant que député de Fredericton—York—Sunbury, je peux vous dire que j'ai senti à quel point les recommandations étaient impopulaires lorsque les gens m'ont demandé quel était mon rôle ou ma responsabilité dans le processus. Les gens n'étaient pas contents et c'est pourquoi je me sens obligé, aujourd'hui, d'intervenir pour encourager le gouvernement à interrompre le processus.

Je sais qu'il est nécessaire, à bien des égards, de modifier les limites des circonscriptions électorales, mais je m'objecte à la façon dont la délimitation a lieu et je remets en question certaines règles qui s'appliquent actuellement au processus. J'ai déjà fait valoir mes objections au processus. Je reste convaincu que les décisions doivent tenir compte de l'avis du plus grand nombre possible de personnes touchées. Cependant, je me demande combien de Canadiens connaissent les critères qui guident les décisions.

Nous devons admettre que les décisions dont nous parlons ici ont de grandes répercussions sur la culture politique du Canada. En général, les gens en viennent à s'identifier à leur collectivité et à leur région. Nous appartenons à plusieurs types de communautés, chacune ayant ses limites propres. Pour bien des raisons, nous nous identifions à notre communauté professionnelle, à

notre groupe religieux et à notre groupe social. Beaucoup aussi aiment s'identifier à une communauté politique.

J'ai pu vérifier ce sentiment d'identification lors de la dernière campagne électorale. J'ai travaillé avec des gens de tous les partis qui ont parcouru de très longues distances à plusieurs reprises et qui ont négligé certains aspects de leur vie en raison de leur engagement dans la campagne électorale. Le 25 octobre était leur point de mire.

On commet une injustice lorsque, tout à coup, on dit aux gens qu'ils n'ont plus à se sentir d'appartenance à la région qu'ils ont toujours connue et qu'ils doivent dès lors s'adapter à un autre contexte. Cette transition n'est toutefois pas difficile à faire et est même bien accueillie quand les personnes visées par les changements participent au processus décisionnel entraînant leur transfert d'un secteur à un autre.

En fait, l'engagement est bien reconnu d'entrée de jeu; c'est le genre de conscience sociale et politique que nous voulons promouvoir auprès des Canadiens. Imposer aux gens des limites de circonscriptions électorales modifiées arbitrairement va à l'encontre des principes fondamentaux de l'inclusion et de l'appartenance.

Je reconnais que le remaniement de la carte électorale est nécessaire quand d'importants changements démographiques se produisent. Parfois, tout le pays doit faire l'objet d'un remaniement, et parfois, seules certaines régions doivent subir des modifications.

À bien des égards, les changements proposés pour le Nouveau-Brunswick sont insensés. Ainsi, toutes les régions rurales ont été retirées de ma circonscription et transférées à celles de mes collègues. Si j'étais égoïste, j'appuierais les changements proposés, car ils me simplifieraient beaucoup la tâche. Je n'aurais plus à parcourir d'énormes distances pour aller aux extrémités de ma circonscription, et je m'occuperais seulement de questions liées au milieu urbain au lieu de me préoccuper de problèmes ruraux et urbains comme l'exige la carte électorale actuelle.

Mais ce n'est pas cela le travail d'un député, et je ne veux pas que soit sacrifié le riche amalgame urbain et rural qui fait de notre circonscription un endroit unique où il fait bon vivre. De toute évidence, les raisons qui m'incitent à appuyer cette motion proposant de suspendre l'application de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales ne sont pas motivées par des intérêts personnels ou politiques. Je sais qu'il en est de même pour mes collègues dont l'opinion rejoint la mienne.

Je connais les gens de ma circonscription tout comme les autres députés connaissent les citoyens des leurs. Nous travaillons fort pour bâtir des collectivités avec nos électeurs. Par ailleurs, les gens connaissent les complexités et les particularités de leurs circonscriptions. Ce sont eux qui devraient décider où il convient d'établir les limites et sur quels principes devraient s'appuyer les changements.

Je ne mets pas en doute la compétence ou les intentions des commissaires, mais des spécialistes de l'extérieur ne connaissent pas nos milieux politiques ni les gens qui y vivent. Ils ne